

*Les crédits*

Ce qui frustre le Canadien moyen, quand il nous écoute et qu'il écoute le ministre des Finances discourir savamment sur les bienfaits de sa politique de taux d'intérêt pour combattre l'inflation et ainsi de suite, c'est qu'il sait bien que son pouvoir d'achat a fondu au cours des six dernières années du gouvernement conservateur. Il se sent égoïté par les impôts et les taxes il ne peut plus en prendre.

En réalité, c'est le député de Hamilton-Wentworth qui a dit, dans l'article que j'ai cité précédemment, que les Canadiens en avaient par-dessus la tête des impôts et des taxes et qu'ils ne veulent plus en payer. Nous aurons sous peu une révolte fiscale.

J'ai reçu une lettre d'une Canadienne, Catherine Provo du 17, rue Lang, à Hamilton. Je voudrais vous lire ce qu'elle écrit sur la question, car je crois qu'elle parle au nom du Canadien moyen qui se sent extrêmement frustré et qui a l'impression d'avoir les mains liées par les députés d'arrière-ban du gouvernement conservateur qu'on a bâillonnés. Des députés comme celui de Hamilton-Wentworth, qui va dire dans sa circonscription à quel point il déplore la TPS, mais qui intervient à la Chambre pour l'appuyer. Voici ce qu'elle écrit:

Je suis absolument contre ce vol fiscal destructif et inutile.

Je suis chef d'une famille monoparentale de quatre enfants, et mon niveau de vie qui m'a toujours permis de joindre à peine les deux bouts n'a pas cessé de baisser depuis que les progressistes-conservateurs ont pris le pouvoir au Canada.

Je trouve l'expression progressiste-conservateur complètement contradictoire en elle-même. Pas besoin d'expliquer davantage. On n'a qu'à essayer d'élever une famille dans ce pays.

Mon vote aux prochaines élections dépendra de la défaite de ce projet de loi . . .

Veuillez faire tout ce que vous pouvez pour empêcher l'adoption de cette taxe régressive.

Nous avons fait ce que nous avons pu à la Chambre des communes. Les sénateurs à l'autre endroit font ce qu'ils peuvent. Je dois dire à cet égard que je trouve inqualifiable l'hypocrisie dont font preuve les néo-démocrates, car ils n'ont pas donné leur entier appui à l'objectif parlementaire global d'abattre la TPS.

Nous sommes unis avec nos collègues de l'autre endroit dans une dure bataille pour abattre la TPS. Les néo-démocrates ont oublié la leçon des élections de 1988. Vous vous rappelez, monsieur le Président, lorsqu'ils devaient se montrer les grands adversaires de l'Accord de

libre-échange jusqu'à ce qu'ils voient notre chef, M. Turner, prendre de l'avance dans les sondages et se sont détournés de la lutte contre le libre-échange. Ils ont complètement abandonné leurs principes. Au lieu de s'attaquer à l'Accord de libre-échange, ils se sont attaqués au Parti libéral et ont créé une situation qui a permis aux conservateurs de se faire reporter au pouvoir avec une majorité.

Cette majorité conservatrice dans la présente législature résulte directement de la négligence des néo-démocrates à lutter pour leurs principes en opposition à l'accord de libre-échange. Ils font la même chose avec la TPS. Si leur opposition à la taxe était sans réserve, le leader parlementaire et le chef du NPD et tous ces acteurs ne joueraient pas cette comédie. Dans cette enceinte, le NPD n'hésite pas à s'associer aussi étroitement que possible aux sénateurs, mais devant le public, il prétend souhaiter l'abolition ou la réforme du Sénat.

J'appuie, moi aussi, la réforme du Sénat. Nous aurons peut-être très bientôt un Sénat réformé et revigoré qui pourra jouer le rôle de chef de file que la Chambre est malheureusement incapable de jouer. Je voudrais personnellement rendre hommage aux sénateurs pour le travail qu'ils font actuellement. Nous, du groupe parlementaire libéral, allons lui offrir notre appui sans réserve, contrairement à l'appui équivoque des néo-démocrates.

[Français]

La chose m'agace, monsieur le Président! Le critique en matière financière du Nouveau parti démocratique vient de dire aujourd'hui qu'il est d'accord sur la politique monétaire professionnelle de la Banque du Canada. On sait fort bien, monsieur le Président, avec les taux d'intérêt, avec la politique de TPS, avec la politique monétaire où on se retrouve actuellement, avec les mains serrées en ce qui concerne notre capacité de faire de l'exportation aux États-Unis, qu'on ne peut pas s'allier avec la politique de la Banque du Canada. Je pense que, depuis l'affaire Coyne, on n'a pas connu une crise aussi profonde dans la politique monétaire du Canada, et le temps est venu pour tous les partis politiques d'accepter le fait qu'on ne peut pas se permettre une politique monétaire qui crée un taux d'intérêt et un taux de prêts au Canada où on est cinq points désavantagé par rapport aux exportations aux États-Unis. C'est créer une situation où